

Objet : Analyse du sondage Ifop/SIG du week end - 4 mai

1) Une connaissance des mesures annoncées qui stagne, malgré la surexposition médiatique du PM

Les mesures annoncées par le Premier ministre ont fait l'objet de retombées médiatiques extrêmement importantes. Pour autant, **seulement les deux-tiers des Français déclarent en avoir entendu parler, et seulement 27% disent savoir précisément de quoi il s'agit.**

La notoriété des mesures n'est pas supérieure à gauche qu'à droite ; les sympathisants centristes se disent cependant les mieux informés, avec les socialistes (30 à 34% savent précisément de quoi il s'agit).

La technicité des annonces peut expliquer cette confusion quant à leur contenu précis. Certaines mesures, les touchant plus directement, auront sans doute bénéficié d'une notoriété plus importante : le gel des retraites, ou celui du point d'indice pour les fonctionnaires concernés.

2) Le jugement global sur les orientations qui s'est légèrement amélioré, sous l'effet de la victoire conférée par le vote, et celui, plus ambigu, des concessions accordées

Les *a priori* restent globalement bons sur les orientations annoncées par le PM. **Le jugement sur les mesures a cessé de se dégrader, et s'améliore même légèrement** ; le soutien se maintient notamment au centre et chez les sympathisants de la majorité :

- **48% des Français (+2 par rapport à la semaine dernière) jugent qu'elles vont « dans le bon sens »**, contre 51% (-1). A gauche, l'approbation atteint 55% (+1), 66% pour les sympathisants PS/EELV (+1). A droite, les opinions restent stables : 49% à l'UMP, 69% pour l'UDI.
- **Le jugement sur leur efficacité s'améliore également : 38% estiment que ces mesures permettront de diminuer les déficits**, soit une **hausse de 4 points** (50% à gauche, dont 63% des sympathisants PS ; 39% à l'UMP et 48% à l'UDI).

38% pensent que ces mesures permettront de relancer l'économie, soit **deux points de plus** que la semaine dernière. Cette opinion est partagée par 49% des sympathisants de gauche, dont 56% de ceux de la majorité, mais aussi 51% des sympathisants UDI, 42% de ceux du Modem, et un bon tiers des sympathisants UMP.

Cette légère amélioration, après deux semaines consécutives d'une détérioration de l'opinion sur les orientations annoncées, peut être liée :

- **au vote du pacte par la majorité, qui a pu donner le sentiment que le PM avait emporté une victoire**, et conforté son image de fermeté et d'efficacité y compris en **contraste de celle du PR.**
- **L'attention accordée à la séquence du vote ne doit cependant pas être surestimée : il ne semble pas qu'elle ait représenté un enjeu réel** pour l'opinion. Ainsi, interrogés sur le fait de savoir si le PM sort de ce vote renforcé ou affaibli, 60% des Français estiment « ni l'un ni l'autre », 20% renforcé (28% des sympathisants PS) et 20% affaibli (12% des sympathisants PS).

Lorsqu'on leur explique les tenants et les aboutissants du vote au Parlement, les Français sont légèrement plus nombreux à considérer que le PM sort renforcé par ce vote : 22%, contre 19% affaibli. Cependant, 59% considèrent toujours qu'il n'y a pas de réel enjeu à leurs yeux.

- **Si la séquence a suscité sur le fond un intérêt limité de l'opinion, elle a cependant pu, pour ceux qui s'y sont intéressé, conforter des traits d'image existants.**

Ainsi alors que le PM, pourtant en première ligne, semble sortir indemne de ce bras de fer avec sa majorité, **les Français qui expriment une opinion sur le sujet sont nettement plus nombreux à estimer que le PR en sort affaibli (30%) que renforcé (9%), y compris chez les sympathisants PS (19% l'estiment affaibli).**

Il y a peut-être également dans ces résultats une distinction perçue par les plus politisés entre la victoire du PM, qui ne serait qu'une habileté manœuvrière ; et la contestation de fond de la ligne politique fixée par le PR, dont il est tenu directement responsable.

- **aux concessions obtenues par les parlementaires ; même si la hausse du RSA reçoit un accueil beaucoup plus mitigé que la revalorisation des petites retraites plébiscitée.**
- **85% des Français approuvent ainsi la revalorisation des pensions pour les retraités touchant moins de 1200 euros.**
- **En revanche, la mise en place du 'plan pauvreté' et la hausse de 10% du RSA en cinq ans n'est approuvée que de 57% des Français.**

Le rejet est important à droite (57% des sympathisants UMP et 55% du FN), mais aussi dans une partie de la gauche (29% des sympathisants PS/EELV), reflétant la **sensibilité au thème de « l'assistanat »** auquel le RSA est associé dans les esprits ; ainsi probablement pour certains - notamment à gauche - que la perception d'un manque de considération accordée au travail (thème revenant fréquemment dans les qualis).

3) Le plan d'économies est toujours jugé injuste - les efforts étant vus comme inéquitabement répartis - mais indispensable.

- Le plan d'économies est vu comme « **indispensable** » par une majorité des personnes s'estimant suffisamment bien informées pour en juger : **39% (+3 points)**, contre **25% non. 36% n'ont toujours pas assez d'éléments pour juger** de ce plan - la communication reste donc nécessaire.
- **Pour autant, les Français sont toujours aussi sévères quant à la répartition des efforts demandés : seulement 10% jugent qu'ils sont équitablement répartis**, contre 60% qu'ils ne le sont pas (dont 37% « pas du tout »). Les sympathisants PS sont à peine moins sévères : 17% estiment les efforts demandés équitablement répartis, et 29% « pas du tout ».

Les concessions accordées n'ont pas fait évoluer ce jugement. 69% estiment ainsi qu'elles ne sont **pas suffisantes pour aider les Français les plus modestes** (dont 30% « pas du tout »). Même à gauche, 67% des sympathisants jugent ces mesures insuffisantes, dont 56% au PS.

La question naturellement sensible des retraites mise à part, une communication des mesures visant à favoriser « la France du travail » pourrait probablement trouver un meilleur écho. A ce titre, **l'allègement des charges sur les bas salaires, encore trop méconnu, semble valorisable.**

4) Le positionnement politique du PM se droitise, notamment auprès des sympathisants PS

La nomination de Manuel Valls n'a pas rééquilibré son image vers la gauche aux yeux de l'opinion. Il n'est pas vu comme le chef de la majorité socialiste : **22% seulement des Français**

estiment que le PM est « à gauche », soit 5 points de moins que le 4 avril dernier ; 16% « à droite » (-1), et 28% « au centre » (+2). 33% estiment qu'il n'est « ni à gauche, ni à droite ».

Auprès des sympathisants PS, seuls 38% le perçoivent comme « à gauche », soit 7 points de moins que le 4 avril dernier, 27% « au centre » (+3) et 24 « ni à gauche, ni à droite » (+4). Les signaux envoyés depuis sa nomination n'auront pas été suffisants pour ancrer son image à gauche.

Les sympathisants de droite, quant à eux, situent en majorité le PM « au centre » (28%) ou « ni à gauche ni à droite » (36%), seulement 19% le plaçant « à gauche ».

5) Alstom

- **Ce dossier n'a pas encore revêtu la dimension symbolique qu'a pu avoir Florange : 42% des Français n'en ont pas entendu parler.**

Pour autant, chez ceux qui se prononcent, une nette majorité estime que le gouvernement « gère mal le dossier » : 43% selon le sondage SIG (contre 14% le jugeant bien géré) ; 58% selon un sondage BVA paru vendredi, soit un niveau de mécontentement comparable à celui enregistré en novembre 2012 lors de l'affaire Mittal.

Les sympathisants de droite sont évidemment les plus critiques (75% pour BVA, 50% pour le sondage SIG), mais ceux de gauche montrent également une insatisfaction (51% de satisfaits pour BVA ; 21% pour le sondage SIG contre 31% d'insatisfaits).

- **La crise a cependant contribué à convertir les Français à une certaine forme de réalisme économique** : ils sont ainsi une 57% à penser que ce rachat est un événement normal dans une économie mondialisée, même si les catégories populaires y sont nettement moins enclines que les catégories supérieures (47%, contre 68% des CSP+).

A noter que **les sympathisants de gauche sont tout autant voire plus enclins à considérer ce rachat comme « normal » que ceux de droite** : 61% contre 54%, dont 65% des sympathisants de la majorité et 58% des sympathisants UMP.

- **Pour autant, ce rachat est clairement identifié comme le signe de l'affaiblissement de la France dans l'économie mondiale (71%).**

Comme d'habitude en de pareilles circonstances, **le « patriotisme » revient sur le devant de la scène** (55% des Français se déclarent favorables à une nationalisation temporaire de l'entreprise selon BVA), ainsi qu'un **soupçon d'antiaméricanisme** - même s'il semble moins fort qu'il y a 10 ans - et une **conscience européenne sur les enjeux industriels** qui probablement s'accroît. Ainsi, les Français sont beaucoup plus favorables à un rachat par un européen que par une entreprise américaine (à 58% contre 6% ; 35% estimant l'origine de l'entreprise sans importance - sondage Opinionway).

Quelle qu'en soit l'issue, si ce dossier - encore légèrement sous les radars de l'opinion malgré sa médiatisation - **venait à prendre une dimension symbolique forte, pourraient être mobilisés** afin d'éviter un sentiment d'affaiblissement (ou « *d'hémorragie* » - image souvent employée en quali pour décrire la perte de compétences et d'emplois industriels) **soit « la préférence européenne »** face à la proposition américaine ; **soit le réalisme croissant des Français** qui peuvent être susceptibles **d'entendre les arguments des syndicats** sur l'offre de GE./.(AA/CM)